

Monsieur GREGORY MARTIN
1450 ROUTE D'AVIGNON
84320 ENTRAIGUES SUR LA SORGUE

AUTORISATION D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE
(Comprenant ou non des démolitions)

Délivrée par le Maire de la commune de ENTRAIGUES SUR LA SORGUE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE :		
Référence du dossier : PC 84043 21 S0025		
Demande du :	28/06/2021 affichée en Mairie le : 29/06/2021	Destination : HABITATION Résidence principale
Par :	Monsieur GREGORY MARTIN	Surface de plancher créée par le projet : 65,00 m ² Surface de plancher créée par changement de destination : m ² Surface de plancher totale : 137,00 m ²
Demeurant à :	1450 ROUTE D'AVIGNON 84320 ENTRAIGUES SUR LA SORGUE	
Pour des travaux de :	TRANSFORMATION DU GARAGE EXISTANT EN HABITABLE ET CREATION D'UN ABRI	
Sur un terrain sis :	1450 ROUTE D'AVIGNON Cadastré : BN84	

Le Maire,

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 421-1 et suivants et R. 421-1 et suivants,

Vu la demande de permis de construire susvisée

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Entraigues-sur-la-Sorgue approuvé le 11/10/2017, mis à jour le 16/11/2017 et le 03/09/2018, modifié le 29/04/2019 et révisé le 08/07/2019, modifié le 02/10/2019 et le 30/03/2021;

Vu le règlement de la zone UDa du PLU d'ENTRAIGUES SUR LA SORGUE;

Vu l'avis du gestionnaire de réseau SOCIETE DU PIPELINE SUD-EUROPEEN en date du 26/07/2021;

Vu l'avis du gestionnaire de réseau PIPELINE O. T. A. N. TRAPIL en date du 21/07/2021;

Vu l'avis du gestionnaire de réseau RTE GMR CEVENNES en date du 02/08/2021;

Vu l'avis du gestionnaire de réseau GRTgaz - DO - PERM en date du 12/08/2021;

Vu l'avis de l'architecte conseil de la ville en date du 05/07/2021;

Vu la demande de pièces complémentaires en date du 28/07/2021 ,

Vu les pièces complémentaires reçues le 30/08/2021;

ARRETE

Article 1 : la demande de permis de construire susvisée est accordée sous réserve de respecter les prescriptions ci-dessous :

Article 2 : le pétitionnaire respectera les prescriptions émises par le gestionnaire de réseau RTE GMR CEVENNES dans son avis, dont photocopie ci-jointe

Article 3 : le pétitionnaire respectera les prescriptions émises par le gestionnaire de réseau GRT GAZ dans son avis, dont photocopie ci-jointe

Article 4 : le pétitionnaire respectera les prescriptions émises par le gestionnaire de réseau PIPELINE O.T.A.N TRAPIL dans son avis, dont photocopie ci-jointe

Article 5 : le pétitionnaire respectera les prescriptions émises par le gestionnaire de réseau SPSE dans son avis, dont photocopie ci-jointe

ARTICLE 6 : le pétitionnaire respectera les prescriptions émises par l'architecte conseil de la ville dans son avis, dont photocopie ci-jointe

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

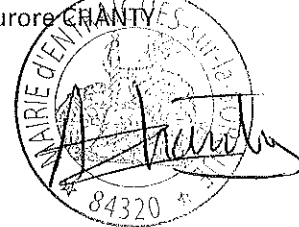
Fait à ENTRAIGUES SUR LA SORGUE,

Le - 1 OCT. 2021

Pour le Maire

L'Adjointe à l'Urbanisme

Mme Aurore GRANTY



INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée 2 fois pour une durée d'un an, selon l'article R.424-21, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensevelissement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

TAXE D'AMENAGEMENT : le projet est soumis au versement de la taxe d'aménagement qui comprend une part communale et une part départementale, dont le montant vous sera communiqué ultérieurement par les services de l'Etat.

TAXE D'URBANISME : le projet est soumis à la redevance d'archéologie préventive dont le montant vous sera communiqué ultérieurement par les services de l'Etat.

PARTICIPATION PFAC : la présente autorisation d'urbanisme est susceptible d'être le fait d'une participation PFAC établie par la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon.

RISQUE SISMIQUE : la commune est classée en zone 3 pour le risque sismique correspondant à une sismicité modérée. Les architectes, maîtres d'œuvre et constructeurs doivent tenir compte sous leur propre responsabilité des règles de construction parasismique.

REGLEMENTATION THERMIQUE : lors de la DAACT, une attestation que le projet a bien pris en compte la réglementation thermique devra être jointe.